

		National Defence Défense nationale	Retour à la liste des DED
DATA ITEM DESCRIPTION – DESCRIPTION DE DONNÉES			
1. TITLE – TITRE		2. IDENTIFICATION NUMBER – NUMÉRO D'IDENTIFICATION	
Plan de sécurité du SAN		DED 2.25.3.1	
3. DESCRIPTION / PURPOSE – DESCRIPTION / OBJET			
<p>L'entrepreneur prépare, met en œuvre et administre un plan de sécurité du Système d'alerte du Nord (SAN) décrivant son programme de sécurité et les procédures à suivre pour assurer la protection efficace des biens, du personnel et des renseignements du SAN.</p>			
4. APPROVAL DATE DATE D'APPROBATION	5. OFFICE OF PRIMARY INTEREST (OPI) BUREAU DE PREMIÈRE RESPONSABILITÉ (BPR)		6. GIDEP APPLICABLE PROGRAMME D'ÉCHANGE DE DONNÉES PERTINENT
Septembre 2020	Autorité technique (AT) du BSAN		
7. APPLICATION / INTERRELATIONSHIP – APPLICATION / INTERDÉPENDANCE			
<p>Consulter la LDEC 2.25.3.1 et le paragraphe 2.25.3.1 de l'EDT. La présente DED énonce les instructions de préparation relatives à la rédaction et à la mise en forme des données produites dans le contexte des tâches de travail décrites dans l'EDT du SAN.</p>			
8. ORIGINATOR – AUTEUR		9. APPLICABLE FORMS – FORMULES PERTINENTES	
AT du BSAN			
10. PREPARATION INSTRUCTIONS – INSTRUCTIONS SUR LA PRÉSENTATION DES DONNÉES			
<p>10.1 <u>Document source</u> Section 2, GP, paragraphe 2.25.3.1.</p> <p>10.2 <u>Contenu et format</u></p> <p>10.2.1 Le plan doit être préparé et livré dans le format de l'entrepreneur et approuvé par l'AT du BSAN.</p> <p>10.3 Le plan de sécurité du SAN doit être maintenu dans toutes les installations du SAN.</p> <p>10.4 Le plan comprend l'approche de l'entrepreneur à l'égard de :</p> <p>10.5 L'administration des exigences de la LVERS;</p> <p>10.5.1 L'entrepreneur veille au respect de la LVERS pour toutes les opérations du SAN.</p> <p>10.5.2 L'entrepreneur doit maintenir une attestation de sécurité des installations à jour, conformément au Manuel de la sécurité industrielle (MSI). L'entrepreneur veille à ce que tout le personnel devant avoir accès à des marchandises contrôlées, ou à du matériel ou à des installations classifiés/désignés, possède une attestation de sécurité de niveau approprié.</p> <p>10.5.3 L'entrepreneur est responsable du traitement des attestations de sécurité et de la tenue des dossiers d'autorisation appropriés pour son personnel.</p> <p>10.5.4 L'entrepreneur veille à ce que les zones des sites du SAN qui comportent des zones de sécurité/opérations et de réception/hébergement. L'entrepreneur veille à ce que l'entrée sans escorte dans les zones de sécurité/opérations soit limitée au personnel qui possède l'autorisation de sécurité requise et qui a véritablement besoin d'effectuer des tâches dans cette zone.</p> <p>10.6 Gestion de la Sécurité des télécommunications (COMSEC);</p> <p>10.6.1 L'entrepreneur doit établir et tenir à jour un compte COMSEC auprès du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) et le CST constitue l'autorité COMSEC du compte.</p> <p>10.6.2 L'entrepreneur doit établir, mettre en œuvre et administrer un programme COMSEC conformément à la Directive en</p>			

- matière de sécurité des TI sur le contrôle du matériel COMSEC au sein des entreprises du secteur privé canadien (ITSD-06A). Mettre en œuvre le programme COMSEC, y compris les Instructions permanentes d'opérations (IPO) COMSEC, conformément au manuel de contrôle du matériel COMSEC pour l'industrie du CSTC (ITSD-CSD-01). Le programme doit comprendre un Plan de destruction d'urgence également conforme au manuel de contrôle du matériel COMSEC pour l'industrie du CSTC (ITSD-CSD-01). Le Plan de destruction d'urgence est disponible à chaque site du SAN ou à chaque emplacement de l'entrepreneur où du matériel COMSEC est conservé.
- 10.7 Maintien de la capacité de cryptographie de mode 5;
- 10.7.1 Maintenir la capacité de charger des codes cryptographiques de mode 5 à chaque site équipé de radars à longue portée. S'assurer qu'il y a suffisamment de matériel de chiffrement opérationnel pour charger le code de cryptographie de mode 5, y compris le SKL, les piles et les câbles de remplissage. Coordonner, suivre et programmer les besoins en matière de codage cryptographique pour tous les sites.
- 10.8 Gérer la sécurité du site;
- 10.8.1 L'entrepreneur doit gérer la sécurité physique des sites du SAN afin de les protéger contre l'espionnage, le sabotage, les dommages ou la destruction.
- 10.8.2 L'entrepreneur doit recevoir, sécuriser, délivrer, consigner et stocker toutes les clés placées sous sa garde pour toutes les installations et tous les équipements du SAN.
- 10.8.3 L'entrepreneur doit veiller à ce que chaque personne visitant un site du SAN signe un registre des visiteurs sur papier. Un registre doit être présent à chaque site de soutien logistique, à chaque site équipé de radars à longue portée, au centre de soutien du Système d'alerte du Nord, au centre de contrôle du Système d'alerte du Nord et au site de développement de radars à courte portée. Le registre des visiteurs doit comporter le nom du visiteur, son autorisation de sécurité, son heure d'entrée, son heure de sortie et les sites visités. L'entrepreneur doit conserver le registre des visiteurs pendant toute la durée du contrat relatif au SAN. Un deuxième registre est nécessaire pour le personnel entrant dans la salle des Communications de chaque site.
- 10.9 Gestion des incidents de sécurité;
- 10.9.1 L'entrepreneur doit répondre aux incidents de sécurité et de sécurité des télécommunications (COMSEC) touchant le SAN, enquêter sur ces incidents et les signaler au BSAN. Les incidents de sécurité et de COMSEC comprennent :
- 10.9.1.1 Compromission ou compromission présumée de COMSEC, de renseignements classifiés ou désignés et/ou de marchandises contrôlées;
- 10.9.1.2 Négligence criminelle causant des dommages aux biens du gouvernement;
- 10.9.1.3 Détournement de fonds ou fraude;
- 10.9.1.4 Vol ou perte d'un bien de l'État.
- 10.9.2 L'entrepreneur doit tenir à jour et surveiller les systèmes de sécurité, y compris les alarmes et les caméras de sécurité, qui sont contrôlées à distance à l'aide de liaisons de communication de données avec le centre de contrôle du SAN. Lorsque des systèmes d'alarme sont activés sur un site non surveillé, l'entrepreneur doit immédiatement envoyer du personnel du site de soutien logistique pour répondre à l'alarme et faire enquête.
- 10.9.3 L'entrepreneur doit informer la 22^e Escadre de la Police militaire de tout incident de sécurité survenant au centre de soutien du SAN, au centre de contrôle du SAN et au site de développement de radars à courte portée, avec copie au BSAN.
- 10.9.4 L'entrepreneur doit soumettre des rapports d'incident relatif à la sécurité initiaux et de suivi à l'AT BSAN. Le rapport initial doit être soumis dans les 24 heures suivant l'incident, et des rapports de suivi doivent être soumis si nécessaire jusqu'à ce que l'incident ait fait l'objet d'une enquête approfondie et que la cause profonde de l'incident ait été déterminée. Le rapport final indique toute mesure corrective nécessaire pour éviter que l'incident ne se reproduise.
- 10.10 Mener des inspections de sécurité.
- 10.10.1 L'entrepreneur doit mener des inspections de sécurité sur les sites du SAN, comme suit :
- 10.10.2 Sites de soutien logistique - annuellement;
- 10.10.3 Sites équipés de radars à longue portée – annuellement;
- 10.10.4 Sites équipés de radars à courte portée – un minimum de 18 sites inspectés chaque année, le reste des sites étant inspectés l'année suivante;
- 10.10.5 Site de développement de radars à courte portée – annuellement;
- 10.10.6 Centre de contrôle du SAN – annuellement;
- 10.10.7 Centre de soutien du SAN – annuellement.
- 10.10.8 Les inspections comprennent, au minimum, un examen de la sécurité physique, de la gestion des marchandises contrôlées, de la gestion du COMSEC et une vérification du registre des visiteurs du site. Les lacunes constatées sont corrigées au moment de l'inspection. Toute constatation non corrigée au moment de l'inspection est indiquée et suivie jusqu'à ce que les mesures correctives aient été prises. Indépendamment des mesures correctives, toutes les lacunes constatées doivent être comprises dans le rapport d'inspection de sécurité.
- 10.11 Gestion des marchandises contrôlées
- 10.12 Sécurité des renseignements.
- 10.12.1 L'entrepreneur doit faire autoriser toutes les communications de renseignements relatives au SAN par le BSAN avant leur

publication ou leur diffusion par l'un de ses employés. L'entrepreneur veille à ce que les séances d'information sur la sécurité fassent partie de la formation d'orientation de son personnel. L'entrepreneur veille à ce que, dans le cadre de la séance d'information sur la sécurité, le personnel soit mis en garde contre la divulgation de renseignements classifiés/désignés pendant ou après leur emploi dans le cadre du projet, et soit informé que la divulgation non autorisée de renseignements classifiés/désignés constitue une infraction criminelle.

La divulgation de renseignements classifiés/désignés constitue une infraction criminelle.

10.13 Fournir des services de sécurité;

10.13.1 L'entrepreneur doit fournir des services de sécurité matérielle, conformément aux exigences de sécurité du MDN, pour veiller à ce que les personnes, les renseignements, les biens et services soient protégés et que les services et opérations de base continuent en cas d'urgence.

10.14 Déterminer et respecter les exigences de sécurité des lieux.

10.14.1 L'entrepreneur doit se conformer aux exigences de sécurité physique des agents de sécurité du SAN (ASM), compte tenu des menaces pour la sécurité, notamment :

10.14.1.1 l'accès non autorisé;

10.14.1.2 la violence liée au travail;

10.14.1.3 la perte de disponibilité des actifs;

10.14.1.4 les pertes monétaires ou patrimoniales;

10.14.1.5 la perte de l'intégrité des biens.

10.14.2 L'entrepreneur doit continuellement évaluer les risques, mettre en œuvre, surveiller et maintenir les contrôles de gestion internes appropriés, ainsi que prévenir et repérer les menaces, les enjeux, les problèmes et les infractions relatifs à la sécurité, y donner suite et rétablir la sécurité.

10.15 Mettre en place un programme de contrôle des clés.

10.15.1 L'entrepreneur doit recevoir, sécuriser, délivrer, consigner et stocker les clés placées sous sa garde pour les installations et les équipements du SAN.